

Quatre députés prodémocratie renvoyés à la suite d'une décision de Pékin - En réaction, tous les députés prodémocratie ont annoncé leur démission.

mercredi 11 novembre 2020, par [AFP](#) (Date de rédaction antérieure : 11 novembre 2020).

Sommaire

- [Système législatif alambiqué](#)
- [Une loi draconienne et liberté](#)

La loi de sécurité nationale imposée par Pékin pour endiguer le mouvement prodémocratie continue à montrer ses effets. Les députés prodémocratie de Hongkong ont annoncé, mercredi 11 novembre, leur prochaine démission, après l'éviction de quatre d'entre eux, en raison d'une mesure adoptée par Pékin.

Ces renvois sont le dernier coup porté au camp prodémocratie, qui fait l'objet d'attaques incessantes depuis que Pékin a imposé **en juin une loi draconienne et liberticide sur la sécurité nationale**. De nombreux militants ont depuis été arrêtés, quand d'autres ont choisi l'exil.

« Nous, [membres] du camp prodémocratie, nous nous tiendrons aux côtés de nos collègues qui sont exclus. **Nous démissionnerons en masse** », a déclaré Wu Chi-wai, à la tête des quinze législateurs prodémocratie demeurant au Parlement local.

Ces démissions laisseraient presque entièrement le Conseil législatif (LegCo) aux mains de parlementaires alignés sur Pékin.

Mercredi matin, quatre députés prodémocratie ont été démis de leur mandat à la suite de l'**autorisation accordée aux autorités locales** par l'un des principaux comités législatifs de Chine de révoquer tout législateur considéré comme constituant une menace pour la sécurité nationale, sans même passer devant une juridiction.

« Si le respect des procédures, la protection des systèmes et des fonctions et la lutte pour la démocratie et les droits humains entraînaient une exclusion, ce serait un honneur pour moi », a déclaré mercredi à la presse Dennis Kwok, l'un des quatre députés exclus.

De son côté, la chef de l'exécutif hongkongaise, Carrie Lam, a soutenu que ces exclusions étaient « constitutionnelles, légales, raisonnables et nécessaires ».

Londres a dénoncé, mercredi, l'éviction des quatre députés pro-démocratie comme « une nouvelle attaque contre le haut degré d'autonomie et les libertés de Hongkong ». « La décision de la Chine d'écarter arbitrairement de leur poste des députés élus de Hongkong prodémocratie représente une nouvelle attaque contre le haut degré d'autonomie et les libertés de Hongkong en vertu de la déclaration conjointe Royaume-Uni - Chine », a déclaré dans un communiqué le ministre britannique des Affaires étrangères, Dominic Raab.

« Cette campagne pour harceler, étouffer et disqualifier l'opposition démocratique ternit la

réputation internationale de la Chine et met à mal la stabilité à long terme de Hongkong. »

Système législatif alambiqué

Les quatre élus exclus faisaient partie des douze candidatures aux législatives hongkongaises invalidées en juillet. Ces élections, qui devaient se dérouler le 6 septembre, avaient finalement été reportées d'un an pour cause de crise sanitaire.

Le LegCo compte soixante-dix membres désignés selon **un système alambiqué qui garantit presque à coup sûr une majorité au bloc favorable à Pékin.**

En effet, seulement trente-cinq députés sont élus au suffrage universel direct, offrant une rare occasion aux 7,5 millions d'habitants d'exprimer leur opinion à travers les urnes.

Les autres législateurs sont principalement désignés par des groupes socioprofessionnels acquis à la Chine continentale.

Une loi draconienne et liberticide

La loi de sécurité nationale, qui a été adoptée en contournant le LegCo, renforce considérablement l'emprise du pouvoir central chinois sur Hongkong. Selon ses détracteurs, elle porte un coup fatal au principe « *Un pays, deux systèmes* », qui était censé garantir jusqu'en 2047 des libertés inconnues en Chine continentale.

Cette législation est destinée à mettre fin à des mois de manifestations monstres et souvent violentes qui ont secoué le territoire l'an passé.

L'impossibilité pour les Hongkongais d'élire leurs dirigeants ainsi que l'ensemble de leurs députés était au cœur de leur mouvement de contestation.

Plus de dix mille personnes ont été arrêtées depuis le début des manifestations et les tribunaux croulent sous le nombre d'affaires à juger, la plupart concernant des députés de l'opposition ainsi que des figures du mouvement prodémocratie.